

Les espions chinois sont les bienvenus en Suisse

Depuis 2015, des fonctionnaires chinois séjournent en Suisse pour y surveiller leurs ressortissants immigrés illégaux. Cette pratique, légale mais jusqu'ici inconnue, inquiète les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents issus de minorités réprimées en Chine.

Par Isabelle Mayault • Publié hier à 15h07

Article réservé aux abonnés



Un exilé tibétain manifeste devant le bâtiment des Nations Unies à Genève à la veille d'une visite du président chinois Xi Jinping, en janvier 2017. PANOS-REA

C'est la première fois que le grand public en entendait parler. Fin août, le journal suisse allemand de référence, le *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), révélait avec fracas l'existence d'un accord secret (« *un accord technique* », dira plus tard le secrétariat d'État aux migrations) entre la Suisse et la Chine datant de 2015. Validé certes légalement au niveau fédéral, mais en toute discrétion, sous la forme d'une simple convention administrative, celui-ci autorise des fonctionnaires de la sécurité chinoise à séjourner jusqu'à deux semaines en Suisse, aux frais de la Confédération, pour identifier de potentiels ressortissants chinois en situation illégale sur le sol helvète.

Les autorités chinoises « ne peuvent pas utiliser de preuves contre nous, qui sommes protégés par notre présence légale en Suisse, mais nos familles restées en Chine pourraient être prises en otage ». Abduxukur Abdurixit, président de l'association Justice for Uyghurs

« Seules les personnes qui ne sont pas menacées dans leur pays d'origine et peuvent y retourner sont interrogées », a fait savoir Mario Gattiker, le secrétaire d'État aux migrations, qui a été invité à s'expliquer devant la Commission de politique extérieure de la chambre basse du Parlement quelques jours après la parution de l'enquête. Le porte-parole du secrétariat a confirmé que l'accord ne concernait pas les individus issus des minorités tibétaine et ouïghoure. Mais dans un contexte de durcissement sévère de la répression en Chine (passage en force d'une loi liberticide à Hongkong en juillet, camps d'internement au Xinjiang, travail forcé et politique de contrôle des naissances à l'encontre de la communauté ouïghoure...), ces révélations constituent une très mauvaise nouvelle pour les Chinois de Suisse dissidents du régime.

Lorsqu'il découvre l'article du NZZ en rentrant chez lui le samedi soir, Abduxukur Abdurixit, président de la jeune association Justice for Uyghurs, créée il y a deux mois à Berne, se souvient avoir été bouleversé : « "Illégal" ne veut pas dire la même chose selon que vous vivez en Europe ou en Chine. Si je poste sur les réseaux sociaux un message critiquant le gouvernement chinois, en Suisse, c'est légal en vertu de la liberté d'expression, et en Chine, c'est passible de trois ans de prison. »

Lire aussi | Ces faux « cousins » chinois qui s'imposent dans les familles ouïghoures

Abduxukur Abdurixit redoute également que les agents de sécurité en profitent pour collecter des informations sur la communauté ouïghoure : « Ils ne peuvent pas utiliser de preuves contre nous, qui sommes protégés par notre présence légale en Suisse, mais nos familles restées en Chine pourraient être prises en otage. » Pour Angela Mattli, de l'ONG Société pour les peuples menacés, ce ne sont d'ailleurs plus seulement les minorités qui sont en danger : « Aujourd'hui, tous les Chinois qui critiquent le régime sont sous pression. »

(50% de l'article)